



PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Blois, le

30 SEP. 2015

Unité territoriale de Loir-et-Cher

Site concerné

SEPCHAT

20 rue Rocheboyer
41100 SAINT-OUEN

Modification des prescriptions applicables au site

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

À

Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
(Préfecture / BEAT)

Copies : DREAL Centre (SEIR)

Pièces jointes : Projet d'arrêté préfectoral

I. OBJET DU RAPPORT

L'objet du présent rapport est de rendre compte des conditions de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site de transit de déchets de la société SEPCHAT sur la commune de Saint-Ouen.

Par plusieurs courriers adressés depuis 2007 à la préfecture de Loir-et-Cher, la société SEPCHAT a demandé la modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 04.1919 du 17 mai 2004 autorisant la société SEPCHAT à poursuivre l'exploitation d'une station de transit, tri et transfert de déchets industriels banals et de résidus urbains pré-triés sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN.

Les demandes de modifications envisagées par l'exploitant sont les suivantes :

- L'autorisation de recevoir et d'entreposer des déchets d'amiante liée à des matériaux inertes sur son site ;
- Le bénéfice de l'antériorité pour les rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2716, 2718, 2791 et 1435 de la nomenclature des installations classées, suite à des modifications de cette nomenclature ;
- La rupture de traçabilité concernant plusieurs catégories de déchets non dangereux ;
- L'alignement des niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite d'établissement sur les valeurs autorisées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

II. PRESENTATION ET SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

La société SEPCHAT est autorisée par arrêté préfectoral n° 11/74 du 29 mars 1974 à exploiter rue Rocheboyer sur la commune de Saint-Ouen une installation de stockage, tri et transit de déchets. Cette installation bénéficie par ailleurs des arrêtés suivants :

- Arrêté préfectoral n° 04-1919 du 17 mai 2004 autorisant la société SEPCHAT à poursuivre l'exploitation d'une station de transit, tri et transfert de déchets industriels banals et de résidus urbains pré-triés à SAINT-OUEN. Dans cet arrêté figurent les anciennes rubriques 167.a, 288, 322.A et 329 sous le régime de l'autorisation et la rubrique 2564.3 sous le régime de la déclaration.
- Arrêté préfectoral n° 2014-023-001 du 23 janvier 2014, portant la mise en conformité avec l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 de l'agrément de la société SEPCHAT, implantée 20, rue Rocheboyer, sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN, pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.
- Arrêté préfectoral n° 2014-035-0004 du 4 février 2014, portant agrément pour la collecte de pneumatiques usagés (ramassage, regroupement et tri) dans le département de Loir et Cher de la société SEPCHAT située à SAINT-OUEN.
- Arrêté préfectoral du 3 juin 2015, renouvelant l'agrément « centre VHU » de la société SEPCHAT implantée 20 rue Rocheboyer sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN pour l'exploitation d'une installation d'entreposage, de dépollution et de démontage de véhicule hors d'usage.

III. PRÉSENTATION DES DEMANDES ET PROPOSITIONS DU SERVICE INSTRUCTEUR

III.1. Accueils des déchets d'amiante liée à des matériaux inertes sur le site de l'exploitant

Par courrier du 7 mai 2007, l'exploitant a demandé à pouvoir recevoir un type de déchet dangereux supplémentaire à savoir les déchets d'amiante liée à des matériaux inertes. D'après l'exploitant, cette demande fait suite aux demandes de particuliers et de professionnels ne sachant pas où déposer ces déchets, notamment des tôles fibro-amiantées. En 2014 le flux annuel de déchets d'amiante liée traité par le site est de 146 tonnes.

L'exploitant entrepose au maximum 15 tonnes de déchets d'amiante liée, correspondant à la quantité nécessaire pour réaliser une expédition vers le site de stockage final. Les conditions actuelles d'acceptation, et de stockage de ces déchets sont les suivantes :

- l'exploitant n'accepte que les déchets d'amiante liée dans des emballages appropriés et fermés de manière étanche ;
- les déchets sont entreposés sous abris dans une zone clairement identifiée et réservée exclusivement aux déchets l'amiante liée ;
- la zone est grillagée sur une partie pour permettre une aération des déchets et sous un hangar pour les protéger des intempéries ;
- les racks de stockage sont situés à une hauteur minimale d'un mètre pour éviter de se trouver dans la zone inondable en cas de crue du Loir.
- l'accès à la zone s'effectue par un portail fermé à clé hors période d'utilisation ;
- l'exploitant utilise un bordereau de suivi de déchets amiantés (BSDA) à chaque dépôt/collecte ;
- un contrôle mensuel sur l'état de conditionnement et l'étiquetage est réalisé par le responsable environnement. Les résultats de ce contrôle sont tracés sur un registre.

L'inspection des installations classées a réalisé des visites d'inspection sur le site SEPCHAT de Saint-Ouen le 3 mai 2010, le 5 octobre 2010 et le 5 novembre 2014 permettant de confirmer la mise en place des conditions d'entreposage des déchets d'amiante liée décrites ci-dessus.

D'un point de vue réglementaire, l'accueil de ces déchets dangereux supplémentaires sur le site de Saint-Ouen correspond à une augmentation pour deux rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles l'exploitant est déjà soumis à autorisation. Ces deux rubriques sont les suivantes :

- rubrique 2710 (apport par les producteurs de déchets) : passage de 20 tonnes de déchets dangereux susceptibles d'être présents sur site à 30 tonnes ;
- rubrique 2718 (transit et regroupement) : passage de 10 tonnes de déchets dangereux susceptibles d'être présents à 15 tonnes.

L'augmentation de ces deux rubriques est considérée comme notable au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement. Considérant que l'exploitant est déjà autorisé pour la collecte et le transit de déchets dangereux, qu'il existe un besoin de filières de gestion de ces déchets et que les conditions d'entreposage des déchets d'amiante liée proposées sont adaptées pour les déchets dangereux, la modification demandée n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées juge que la demande de l'exploitant n'est pas considérée comme substantielle et propose de permettre à l'exploitant de collecter et regrouper des déchets d'amiante liée sur son site de Saint-Ouen en encadrant strictement par arrêté préfectoral les conditions d'admission, d'entreposage, de surveillance et d'expédition de ces déchets.

Ces dispositions sont décrites à l'article 3 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

III.2. Mise à jour du tableau de classement du site

Suite aux décrets n° 2010-369 du 13 avril 2010 et n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant, par courriers du 21 mars 2011 et du 2 janvier 2013, demande le bénéfice d'antériorité en application de l'article L513-1 du code de l'environnement pour les rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2716, 2718, 2791 et 1435 de la nomenclature des installations classées.

En application de l'article R.513-1 du code de l'environnement l'exploitant a transmis le nouveau classement du site. Ce qui a conduit au tableau ci-dessous auquel a été ajouté les quantités correspondantes de déchets d'amiante liée.

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement et/ou Volume autorisé	Régime ¹
2710	1.a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 tonnes (A)	20 tonnes de batteries 10 tonnes de déchets d'amiante "liée" à des matériaux inertes ayant conservés leur intégrité	La quantité maximum de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant de : 30 t	A
2713	1	Installations de transit, regroupement et de tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1000 m² (A)	Entreposage sur une surface de 7700 m²	La surface étant de : 7700 m²	A
2714	1	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers-cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m³	270 m³ de papiers et cartons 90 m³ de plastiques 90 m³ de bois 700 m³ de pneumatiques usagés	Le volume maximal de déchet susceptible d'être présent dans l'installation étant de : 1150 m³	A
2718	1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t (A)	10 tonnes de batteries 5 tonnes de déchets d'amiante "liée" à des matériaux inertes ayant conservés leur intégrité	La quantité maximum de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant de : 15 t	A
2791	1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j (A)	Une presse à cisaille d'une capacité journalière de 40 t/jour	La quantité maximum de déchets traités étant de : 40 t/j	A

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement et/ou Volume autorisé	Régime ¹
2712	1.b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : a) supérieure ou égale à 30 000 m ² (A) b) Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ² (E)	Zones de stockage de l'installation ainsi que toutes les parties de l'installation où sont exercées des activités de traitement de dépollution d'une surface de 300 m ²	La surface maximale de l'installation étant de : 300 m ²	E
2716	2	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m ³ (A) 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ (DC)	210 m ³ de Déchet Industriel Banal en mélange	La quantité maximum de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant de : 210 m ³	DC
2710	2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 2. Collecte de déchets non dangereux ; Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 600 m ³ (A) ou b) Supérieur ou égal à 300 m ³ et inférieur à 600 m ³ (E) c) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ (DC)	30 m ³ de Déchets Industriels non dangereux en mélange 30 m ³ de papiers-cartons 30 m ³ de plastiques 30 m ³ de bois 150 m ³ de ferrailles et métaux	La quantité maximum de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant de : 270 m ³	DC
2711	/	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m ³ (A) 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ (DC)	Case de stockage	La quantité maximum de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant de : 99 m ³	NC
2715	/	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ (D)	Case de stockage	La quantité maximum de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant de : 100 m ³	NC
2560	B	Travail mécanique des métaux et alliages. B. Autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW (E) 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW (DC)	Une cisaille LEFORT dont la puissance est de 90 kW	La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant de : 90 kW	NC
1435	/	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant distribué étant : 1. Supérieur à 40 000 m ³ (A) 2. Supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur ou égal à 40 000 m ³ (E) 3. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (DC)	Une installation de distribution de carburant.	Le volume annuel maximum de carburant distribué étant de : 99 m ³	NC

(1) A : Autorisation, E : Enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique*, NC : Non

Le tableau transmis par l'exploitant n'engendre pas d'augmentation des activités par rapport à l'ancien tableau de classement présent dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mai 2004, exception faite des déchets dangereux

(amiante liée). Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose de reprendre le tableau de classement proposé par l'exploitant pour modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mai 2004 (article 1 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire). De plus, la précédente étude de dangers datant de 2002, le projet d'arrêté préfectoral modificatif prévoit que l'exploitant actualisera cette étude de dangers dans les trois mois qui suivront la parution de l'arrêté, en réalisant une modélisation des flux thermiques en cas d'incendie pour les déchets combustibles suivants : les pneumatiques usagés, les plastiques et le bois.

III.3. Rupture de traçabilité concernant plusieurs catégories de déchets non dangereux

L'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 impose la traçabilité entre les déchets entrants et sortants du site :

« Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1^{er} et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des installations réceptionnant et réexpédiant des déchets, doivent assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.

Les installations réalisant une transformation importante des déchets, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées au précédent alinéa, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.[...] »

L'exploitant n'est donc plus tenu d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants s'il réalise au moins une transformation importante ne permettant plus d'en assurer la traçabilité et si l'arrêté préfectoral d'autorisation du site le prévoit. Par ailleurs, la rupture de traçabilité implique que l'exploitant devient le producteur subséquent du déchet. Il devient donc responsable de ce déchet ou "nouveau déchet" et n'est plus tenu de faire coïncider le registre des déchets entrants avec celui des sortants. Il doit alors réémettre un nouveau bordereau de suivi de déchet.

En s'appuyant sur cet article l'exploitant, par courrier du 2 janvier 2013 complété depuis par plusieurs compléments, demande la modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mai 2004 pour bénéficier de la rupture de traçabilité pour une liste de déchets non dangereux transitant par son site.

L'exploitant rappelle le principe de son activité qui est de collecter les déchets en petites quantités, de les regrouper et les trier sur le site, puis lorsqu'il a une quantité suffisante, de les expédier vers des filières de traitements. Du fait de ces deux opérations que sont le regroupement avec mélange et le tri, la traçabilité entre les déchets entrants et sortants du site est rendu très difficile.

Du fait, que la demande de l'exploitant ne concerne que des déchets non dangereux, et, que les deux opérations que sont le regroupement avec mélange et le tri ne permettent plus d'assurer la traçabilité des déchets, la modification demandée n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées propose de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation pour permettre à l'exploitant de ne plus réaliser la traçabilité en appliquant les conditions suivantes :

1. Le déchet doit correspondre à liste de déchets proposée par l'exploitant : bois, plastiques, papiers/cartons, caoutchouc, textiles, pneumatiques hors d'usage, métaux, alliages de métaux, déchets d'équipements électriques et électroniques, verre, déchets ménagers et déchets assimilés.
2. La rupture de traçabilité n'est autorisée que pour les transformations importantes des déchets.
3. L'exploitant de l'installation de traitement émet un nouveau bordereau en qualité de producteur de ces déchets pour les déchets bénéficiant de la rupture de traçabilité.
4. L'exploitant réalise un bilan global des matières entrantes et sortantes du site.

Le projet d'arrêté complémentaire reprends l'ensemble de ces conditions dans l'article 4 et la liste des codes déchets pouvant bénéficier de la rupture de traçabilité est annexée au projet d'arrêté complémentaire.

III.4. Révisions des niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite d'établissement

Par courrier du 26 mai 2015, l'exploitant demande à ce que les valeurs limites de niveaux de bruits de l'établissement soient basées sur les valeurs maximums autorisés par l'arrêté ministériel modifié du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, soit une valeur limite de 70 dB (A) en limite de propriété. Actuellement, l'arrêté préfectoral d'autorisation du site prescrit une valeur limite de 60 dB (A) en limite de propriété.

Cette demande s'appuie sur le dernier rapport de mesure acoustique réalisé en mai 2015 par la société ECE. Les résultats de l'étude sont les suivants :

- Les mesures d'urgence sont comprises entre 0,4 et 1,3 dB (A), sur les trois points de mesures et inférieures à la valeur limite réglementaire de 5 dB (A).
- Les mesures en limites de propriété sont comprises entre 55,3 et 66,9 dB (A), sur les quatre points de mesure trois sont en dépassement en appliquant les valeurs limites de l'arrêté préfectoral.

Le rapport fait également état, pour un point de mesure situé en zone à émergence réglementée, d'un niveau de bruit résiduel quand l'installation est à l'arrêt de 65,8 dB (A), à comparer à 64,8 dB (A) quand l'installation est en fonctionnement. Ce qui indique que certaines zones autour du site présentent un niveau de bruit supérieur à la valeur limite actuelle de l'arrêté préfectoral d'autorisation, même en absence d'activité sur le site. Les valeurs faibles d'émergence (entre 0,4 et 1,3 dB (A)) indiquent également que la zone autour du site est peu impactée par l'activité de la société SEPCHAT par rapport à l'ambiance sonore de la zone.

L'exploitant estime notamment qu'il lui est impossible de respecter les valeurs de l'arrêté préfectoral d'autorisation (60 dB (A)) quand le niveau de bruits généré à l'extérieur du site est supérieur à 60 dB (A). C'est pourquoi il demande l'application des valeurs de l'arrêté du 23 janvier 1997.

L'inspection des installations classées note que l'exploitant a réalisé des travaux en 2011 afin de réduire les niveaux de bruits de l'installation. Ainsi, la zone de stockage des DIB a été transférée dans une partie plus centrale du site.

Pour rappel le site est entouré de deux voies ferrées (lignes Vendôme-Blois et Vendôme-Châteaudun) qui le séparent d'une zone industrielle au nord, de quartier d'habitation au sud et d'une activité de traitement des déchets métalliques à l'ouest (entreprise MENUT : ICPE autorisé avec un niveau de bruit de 70 dB (A)). À ce jour aucune plainte de riverain liée à l'installation exploitée par la société SEPCHAT n'a été déposée auprès de l'inspection des installations classées.

Compte tenu, qu'il n'y a aucune plainte de riverain liée à l'installation exploitée par la société SEPCHAT, que la demande n'est pas liée à une augmentation substantielle des activités sur le site pouvant générer un impact sonore supplémentaire sur l'environnement et que la valeur actuelle de 60 dB (A) ne peut être atteinte à certaine limite de l'installation compte tenu de l'environnement sonore du site, l'inspection des installations classées estime que la modification demandée n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées propose de modifier l'arrêté préfectoral du site en retenant la valeur limite proposée par l'exploitant et compatible avec l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, à savoir 70 dB (A).

Le projet d'arrêté complémentaire prend en compte la nouvelle valeur limite proposée en son article 2.

IV. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les trois demandes de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mai 2004 n'étant en lien ni avec une augmentation de la capacité conduisant à une modification du régime réglementaire ni avec une modification notable des conséquences sur la santé humaine et l'environnement, les modifications apportées aux activités de l'installation ne sont pas considérées comme substantielles au regard de l'article R. 512-33 du code de l'environnement. De ce fait, cette demande ne conduit pas à une procédure d'autorisation avec enquête publique.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation afin :

- D'actualiser les rubriques de classement du site (modifications de la nomenclature et augmentation des déchets dangereux liée aux déchets d'amiante liée) ;
- D'introduire des prescriptions relatives aux conditions d'accueil de déchets d'amiante liée et la rupture de traçabilité pour une liste de déchets non dangereux ;
- De modifier les prescriptions relatives au bruit, afin de tenir compte de l'environnement sonore du site.

V. CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir et Cher de donner une suite favorable à la demande de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société SEPCHAT à Saint-Ouen, sous réserve du strict respect des dispositions du projet d'arrêté complémentaire joint qui permet de prendre en compte les impacts et les dangers des installations sur leur environnement.

L'inspection des installations classées propose que ce rapport et le projet d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis du CODERST, conformément à l'article R. 512-46-22 du Code de l'environnement.

Le technicien supérieur principal de
l'économie et de l'industrie habilité

Vu et transmis avec avis conforme
à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
Pour le directeur et par délégation

